

et ses dérives

D'année en année, et ce, afin de réduire les tentatives de fraude, l'organisation du bac devient hypermilitarisée. Sur le front de cette traque à la triche, des hommes et des femmes avec des missions spéciales, le temps de l'examen : à leur tête le superviseur du MEN, le chef observateur, les observateurs, les quatre ou cinq surveillants de salle. Une chaîne descendante où chacun surveille l'autre, en plus de surveiller les candidats. N'est-ce pas ce climat de suspicion qui règne dans les prisons, partout dans le monde ? La triche, hantise des officiels, a fini par devenir une obsession chez les candidats. Le comble est atteint quand des parents et des commerçants véreux les y encouragent dans cette voie. Et malheureusement, il nous faut le dire, par des enseignants irresponsables. Et si le faible niveau d'exigence des épreuves servait de terreau à ce comportement condamnable ? En effet, quand on exige du candidat de restituer des connaissances mémorisées ou des automatismes montés pour l'occasion, il n'est pas étonnant que la tentation soit forte chez certains d'y recourir. A l'opposé, quand ces épreuves visent à évaluer les capacités intellectuelles supérieures telles que l'analyse, la synthèse ou l'esprit critique, le recours à la triche ne sera d'aucun secours. Depuis 2010, une innovation de ce genre a pris racine, avec succès, au Danemark et en Finlande. Lors des examens, leurs candidats sont autorisés à consulter Internet, via les tablettes numériques, pour se documenter et ainsi pouvoir construire leur raisonnement. La triche ou le copiage n'ont pas lieu d'être puisque les épreuves ne sollicitent que des réponses originales dites d'intelligence. La qualité de la formation des futurs cadres du pays est à ce prix.

Bien avant l'entrée au lycée, l'examen de 5^e AP et celui du brevet sont perçus par les parents comme étant des «obstacles à sauter» pour réussir – sinon c'est l'échec pour leur enfant. Face à l'examen d'accès à l'université, cette perception se retrouve fortement justifiée. Ce diplôme étant la seule voie offerte par le système éducatif pour accéder, plus tard, à un statut social. L'idée, fausse, est fortement ancrée que le poste d'emploi, quel qu'il soit, est du seul ressort de l'université. Elle se transforme en un droit imprescriptible alors que l'université a, d'abord et avant tout, pour vocation de former des esprits. Ainsi, l'utilitarisme est érigé en devise par l'institution scolaire ainsi que par l'opinion publique («travaillés bien et tu réussiras à ton examen, à ta composition»).

Comprendre : bachote, mémorise et... triche s'il le faut. En réponse à cet utilitarisme imposé, les parents répondent par un consumérisme effréné, encouragé et stimulé par des «commerçants» qui transforment l'éducation en marchandise (cours payants, ouvrages parascolaires...). Ainsi apparaît sur la scène nationale — au vu et au su de tous, en toute impunité — une école parallèle qui nage dans l'informel et l'évasion fiscale. Une école informelle qui brasse des milliards de dinars annuellement. Elle ne se soucie guère de l'épanouissement des enfants qu'elle réduit en clientèle/cible.

La gestion chaotique de l'école algérienne a donné naissance à une équation infernale, destructrice de tous les référents éducatifs et éthiques : utilitarisme + consumérisme = école informelle ou marchandisation de l'éducation. Et cela dure depuis des décennies. Conséquence de toutes ces dérives : des ingrédients explosifs, connus de tous, se mettent en place pour doper ce consumérisme. Un climat antiogène à la maison, au lycée et dans le centre d'examen où règne la peur/panique chez certains candidats. Contraints, les parents et leurs enfants se mettent à développer des stratégies dites d'évitement de l'échec scolaire.

Effet placebo, bien souvent. La liste est longue à détailler.

- Avènement des cours payants avec leur cortège de dérives morales – n'est-ce pas la naissance de la corruption/racket dans les langages du berceau scolaire («tu payes et tu auras de bonnes notes») ?

- Achat boulimique de livres parascolaires plagiés (et traduits) à partir de manuels français et d'annales de bachotage dont certaines sont piratées de chez l'Onec (Office national des examens et concours). Les vendeurs sans foi ni loi ont pignon sur rue. Quand ils ne sont pas admis à vendre leur marchandise frelatée et/ou piratée dans les enceintes des établissements scolaires, avec la bénédiction d'une administration complice.

- Visites chez le psychologue pour cause de troubles (surmenage, anxiété, insomnie...) ou chez le charlatan pour enlever le mauvais œil et se remettre l'amulette de la réussite. Le phénomène de la rokia atteint des pics à l'approche des examens scolaires. Belles moissons pour les charlatans qui se font un plaisir d'écumer les plateaux de certaines télévisions à cet effet.

La question du verrou universitaire s'impose d'année en année. En établissant le veto aux lauréats des Instituts supérieurs d'enseignement professionnel, l'université coupe la branche sur laquelle elle est assise. Le recrutement des seuls bacheliers, via une orientation internet, lui fait courir le risque d'une overdose d'effectifs. Ce qui est déjà perceptible, avec des amphithéâtres bondés à ras bord.

- Attitude ségrégationniste dans certains établissements scolaires. Pour faire plaisir "aux puissants", des chefs d'établissement créent des classes spécialement dédiées à leurs enfants (effectif restreint et tri des enseignants pour ces classes).

- Mobilisation de sommes colossales avec le coût de nos trois examens qui s'élève à des centaines de milliards de centimes déboursés chaque année. Et encore, cette estimation chiffrée ne prend pas en compte la perte en argent des leçons perdues et en utilisation de moyens extra-secteur. A titre indicatif, en France, le syndicat des professeurs avance la faramineuse somme de 1,5 milliard d'euros, et ce, en comptabilisant les trois semaines de cours perdues pour cause d'organisation.

Conscients de ces dérives, le ministère de l'Education nationale tente — depuis la Conférence d'évaluation des cycles primaire et moyen (20 et 21 juillet 2014) — de redorer le blason terni de la pédagogie algérienne. Ce ne sera pas une mince affaire. La refonte pédagogique, cet axe stratégique adopté depuis la rentrée de septembre, a besoin d'un colossal travail de sensibilisation auprès de toutes les couches de la société. A commencer par les membres de la communauté éducative. Concernant l'examen du baccalauréat, il y a fort à parier qu'il fera l'objet d'une réforme qui sera détaillée lors de la prochaine Conférence d'évaluation du cycle secondaire. Lors de sa dernière sortie médiatique, la ministre a laissé entrevoir des pistes de changement. Qu'elles soient radicales ou progressives, des innovations sont inévitables afin de rendre dynamique l'école algérienne. La retirer de cette inertie sclérosante qui n'a que trop duré.

Une alternative

En France, chaque année, des voix, y compris celles des ministres du secteur, s'élèvent pour demander la suppression pure et simple de l'examen du bac dans sa formule actuelle — similaire à la nôtre. Elles avancent les arguments de son coût et de sa valeur symbolique : son organisation coûte cher au contribuable et au Trésor public. De

plus, à partir du moment où plus de huit candidats sur dix vont le décrocher, il n'a plus vraiment de valeur. Ils estiment que «le bac participe même au nivellement général de l'éducation». Et aux détracteurs de la formule actuelle du bac de porter l'estocade en faisant remarquer que les futurs élèves français, qui postulent pour des formations post-bac dans les instituts universitaires technologiques ou dans les fameuses classes préparatoires, ont déjà été pré-recrutés sur la base de leur livret scolaire, avant même le début des épreuves du bac. Sommes-nous condamnés à attendre que la France daigne bien s'ouvrir au changement pour éradiquer les dérives charriées par nos examens scolaires ? Des solutions existent. Loin de coûter en argent, elles sont pourvoyeuses d'économies, comparées à l'actuelle débauche de moyens déployés par l'Etat chaque année pour organiser nos trois examens scolaires. Toutefois, aucune réforme du système d'évaluation scolaire, voire même de l'université ne pourra aboutir sans l'indispensable valorisation de la voie professionnelle. L'urgence de cette valorisation est fortement signalée. Elle conditionne,

pour une grande partie, la réussite de la nouvelle stratégie mise en place par le MEN depuis septembre 2014 (voir article «La déperdition scolaire n'est pas une fatalité», dans *Le Soir d'Algérie* du lundi 29 juin 2015).

La question du verrou universitaire s'impose d'année en année. En établissant le veto aux lauréats des Instituts supérieurs d'enseignement professionnel, l'université coupe la branche sur laquelle elle est assise. Le recrutement des seuls bacheliers, via une orientation internet, lui fait courir le risque d'une overdose d'effectifs. Ce qui est déjà perceptible, avec des amphithéâtres bondés à ras bord. Et la qualité de ses prestations s'en ressent à vue d'œil. Autre verrou, celui de la Fonction publique dont la réglementation stipule l'obtention du bac par le fonctionnaire, pour toute promotion. A la clé de cette contrainte, des bataillons de candidats libres — des fonctionnaires pour la plupart. Et c'est parmi eux que sont signalés la majeure partie des incidents qui émaillent l'examen du bac. Ils viennent arracher le sésame de la promotion interne. Alors que ce genre de promotion se règle facilement par la formule de la VAE (Validation des années d'expérience) en vogue dans les pays développés. Il est bizarre que nos législateurs ne s'en soient pas inspirés, depuis le temps.

Comme solution radicale, en plus de valoriser la formation et l'enseignement professionnels, il s'agit de préparer l'université à s'adapter à la suppression du baccalauréat napoléonien. Le modèle anglo-saxon dont celui de la Finlande doit nous interpellier : évaluation continue couplée à un examen terminal allégé et ciblé pour ensuite recruter sur concours les futurs étudiants. Cela mettra fin à l'orientation/clavier qui a donné naissance à des inepties. Elle pousse de plus en plus d'étudiants de première année à refaire leur bac, pour fuir la spécialité imposée. Quant au relèvement du niveau taxonomique des épreuves d'évaluation (examens, compositions et devoirs surveillés), il sonnera la fin du tandem infernal bachotage/mémorisation, source des dégâts récurrents tels que la triche et le business

des cours payants. Pour les sceptiques, attachés au mythe du mérite napoléonien, nous conseillerons de voir ce qui se passe dans les pays développés.

D'ailleurs, avec l'avènement d'universités privées dont celles de pays étrangers, on ne donnera pas cher de notre examen du bac dans sa version actuelle. Peut-on penser que les patrons de ces universités l'accepteront comme unique passeport pour y accéder ? Ici quelques exemples de ce qui se fait à l'étranger.

En Espagne, il n'existe pas de baccalauréat. S'ils veulent accéder à l'université, les lycéens doivent passer un examen, la «Selectividad». Les autres pays européens — à l'exception de la France — n'organisent pas l'examen terminal comme seule voie d'accès à l'université. Ils adoptent l'évaluation continue sur toute l'année ou sur tout le cycle secondaire couplée à un examen basé sur les disciplines de spécialité et parfois avec une ou deux épreuves au choix. En Finlande par exemple, une fois obtenu le diplôme de fin d'études secondaires, l'élève passe un concours d'accès à l'université. Chaque faculté possède ses propres modalités de recrutement. Par contre en Chine, le gaokao (équivalent du bac français), ce symbole de bachotage à la chinoise, connaîtra sa réforme en 2017. Cet examen, essentiellement sous forme de questions à choix multiple (QCM), favorise le «parcœurisme». La pression est tellement écrasante que certains candidats abandonnent. Ses opposants le qualifient «d'examen abrutissant». N'a-t-on pas vu des drones surveiller les centres d'examen où se bousculent pas moins de 9 millions de candidats pour la session de juin 2015 ? Ahurissant !

Conclusion

Mettre fin au bac napoléonien revient à évacuer le motif idéologique qui lui a donné naissance. Seule l'éducation globale et son corollaire l'évaluation formative & formatrice doivent préoccuper l'acte pédagogique au service de nos élèves.

Basée sur l'encyclopédisme et les examens sélectifs, la pédagogie traditionnelle privilégiait l'accumulation formelle — et souvent passive — des connaissances. On disait de l'école qu'elle donnait le savoir. Cette vision de l'éducation scolaire n'est plus de mise avec les bouleversements technologiques et les progrès de la psychopédagogie de ces dernières décennies. L'école n'est plus seule à fournir des savoirs. Elle doit donc s'adapter au monde de demain en mettant au premier plan le pouvoir de l'élève à construire ses connaissances, pouvoir participer à sa propre éducation/instruction tel que préconisé par les nouvelles approches. Et pour reprendre Adolphe Ferrière «le but de l'école nouvelle n'est plus dans l'acquisition des connaissances inscrites dans un programme, mais la conservation et l'accroissement de puissance de l'esprit de l'enfant». N'est-ce pas que c'est la puissance de son esprit qui confère à l'élève/enfant ce pouvoir et... ce savoir tant recherchés.

La réforme du baccalauréat ou pour être plus précis, l'instauration/généralisation de l'éducation formative et formatrice doit avoir pour seule matrice pédagogique cette approche moderne esquissée dans les propos de A. Ferrière. Cette puissance de l'esprit qui construit le savoir et permet de s'adapter aux changements constitue le viatique le plus solide pour poursuivre des études universitaires et réussir dans la vie.

A. T.

P.S : Pour un meilleur éclairage de cette contribution en deux parties, lire dans Le Soir d'Algérie du lundi 29 juin 2015 «La déperdition scolaire n'est pas une fatalité».